



Pourquoi la France cache un remède contre le virus testé et peu coûteux

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 27 mars 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Science et médecine,](#)
[Transnationales](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Il semblerait que le gouvernement français aide Big Pharma à tirer profit de la pandémie de Covid-19.

Ce qui se passe dans la cinquième plus grande économie du monde laisse supposer un scandale de collusion majeur dans lequel le gouvernement français aide Big Pharma à tirer profit de l'expansion du Covid-19. Les citoyens français informés sont absolument furieux à ce sujet.

Ma première question à une source parisienne sérieuse et irréprochable, la juriste Valérie Bugault, portait sur les liaisons dangereuses entre le Macronisme et Big Pharma et surtout sur la mystérieuse « disparition » – plus probablement le vol pur et simple – de tous les stocks de chloroquine en possession du gouvernement français.

Le respecté Professeur Christian Perronne a [parlé de ce vol en direct](#) sur l'une des chaînes d'information françaises qui tourne 24/7 : « *La pharmacie centrale des hôpitaux a annoncé aujourd'hui qu'ils étaient confrontés à une rupture totale des stocks, qu'ils avaient été pillés* ».

Grâce à la contribution d'une autre source anonyme, il est maintenant possible d'établir un calendrier qui met en perspective les actions récentes du gouvernement français.

Commençons par Yves Levy, qui était à la tête de l'[INSERM](#) – l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale – de 2014 à 2018, après avoir été nommé [conseiller d'État extraordinaire](#) pour l'administration Macron. Seulement 12 personnes en France ont accédé à ce statut.

Levy est marié à Agnès Buzyn, qui était jusqu'à récemment Ministre de la Santé sous



Macron

Buzyn a en fait reçu une « offre qu'on ne peut pas refuser » du parti de Macron de quitter le Ministère – en pleine crise de coronavirus – et de se présenter à la Mairie de Paris, où elle a été impitoyablement battue au premier tour le 16 mars.

Levy mène une [lutte acharnée](#) contre le Professeur Didier Raoult, spécialiste des maladies transmissibles prolifique et souvent cité, basé à Marseille. Levy a retiré le label INSERM au centre de recherche de l'IHU (Institut Hospitalo-Universitaire) de renommée mondiale dirigé par Raoult.

En pratique, en octobre 2019, Levy a révoqué le statut de « fondation » des différents IHU afin de pouvoir reprendre leurs recherches.

Raoult a participé à un [essai clinique](#) dans lequel l'hydroxychloroquine et l'azithromycine ont guéri 90% des cas de Covid-19 quand ils étaient testés très tôt. (Les tests précoces et de masse sont au cœur de la stratégie sud-coréenne réussie).

Raoult est opposé au confinement total des individus sains et des porteurs potentiels – qu'il considère comme « médiéval », au sens anachronique. Il est en faveur des tests de masse (une méthode qui, comme en Corée du Sud, a été couronnée de succès à Singapour, à Taiwan et au Vietnam) et d'un traitement rapide à l'hydroxychloroquine. Seuls les individus contaminés devraient être confinés.

La chloroquine coûte un euro pour dix pilules. Et c'est là que le bât blesse : Big Pharma – qui finance crucialement l'INSERM, et dont fait partie le « champion national » [Sanofi](#) – préférerait une solution beaucoup plus rentable. Pour l'instant, Sanofi dit qu'elle se « [prépare activement](#) » à produire de la chloroquine, mais cela peut prendre « des semaines », et il n'est pas fait mention du prix.

Une Ministre fuyant un tsunami

Voici la chronologie :

Le 13 janvier, Agnès Buzyn, toujours Ministre française de la Santé, classe la chloroquine comme « substance toxique », désormais disponible uniquement sur ordonnance. Une décision étonnante, si l'on considère qu'elle est vendue sur le marché français depuis un demi-siècle.

Le 16 mars, le gouvernement Macron ordonne un confinement partiel. Il n'y a pas un mot

sur la chloroquine. Au début, la police n'est pas tenue de porter des masques ; [la plupart ont été volés de toute façon, et il n'y a pas assez de masques, même pour le personnel de santé](#). En 2011, la France comptait près de 1,5 milliard de masques : 800 millions de masques chirurgicaux et 600 millions de masques pour les professionnels de la santé en général.

Mais ensuite, au fil des ans, les stocks stratégiques n'ont pas été renouvelés, [pour satisfaire l'UE et pour appliquer les critères de Maastricht](#), qui limitaient l'adhésion au Pacte de Croissance et de Stabilité aux pays dont le déficit budgétaire ne dépassait pas 3% du PIB. L'un des responsables de l'époque était Jérôme Salomon, aujourd'hui conseiller scientifique du gouvernement Macron.

Le 17 mars, Agnès Buzyn déclare avoir appris que la propagation du COVID-19 sera un [véritable tsunami](#), pour lequel le système de santé français n'a pas de solution. Elle dit également qu'elle avait compris que l'élection du Maire de Paris « n'aurait pas lieu » et que c'était, en fin de compte, « une mascarade ».

Ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'elle n'a pas fait de déclaration publique à l'époque où elle se présentait parce que toute la machine politique de Macron était axée sur le fait de remporter la « mascarade ». Le premier tour de l'élection a été insignifiant, alors que le Covid-19 continuait de se répandre. Le deuxième tour a été reporté indéfiniment. Elle devait être informée de la catastrophe sanitaire imminente. Mais en tant que candidate de la machine Macron, elle n'a pas rendu public ses résultats en temps voulu.

En succession rapide :

Le gouvernement Macron refuse d'appliquer les tests de masse, comme cela a été pratiqué avec succès en Corée du Sud et en Allemagne.

Le Monde et l'agence française de la santé publique qualifient les recherches de Raoult de fausses nouvelles, avant de se rétracter.

Le Professeur Perrone révèle sur la chaîne d'information LCI que le stock de chloroquine de la pharmacie centrale de France a été volé.

Grâce à un tweet d'Elon Musk, le Président Trump affirme que [la chloroquine devrait être disponible pour tous les Américains](#). Les personnes souffrant de lupus et de polyarthrite rhumatoïde, qui ont déjà des problèmes d'approvisionnement avec le seul médicament qui leur offre un soulagement, enflamment les réseaux sociaux par leur panique.

Les médecins et autres professionnels de la santé américains se mettent à [thésauriser le médicament pour leur propre usage et celui de leurs proches, en falsifiant les ordonnances](#) pour indiquer qu'elles sont destinées à des patients atteints de lupus ou de polyarthrite rhumatoïde.

Le Maroc achète le stock de chloroquine de Sanofi à Casablanca.

Le Pakistan décide d'augmenter sa production de chloroquine pour l'envoyer en Chine.

La Suisse renonce à l'enfermement total de sa population, opte pour des tests de masse et des traitements rapides, et accuse la France de pratiquer une « politique spectacle ».

Christian Estrosi, le Maire de Nice, s'étant fait soigner à la chloroquine, appelle directement Sanofi pour faire livrer de la chloroquine aux hôpitaux de Nice sans aucune intervention du gouvernement.



Grâce aux recherches de Raoult, un test de chloroquine à grande échelle commence enfin en France, sous la direction - prévisible - de l'INSERM, qui veut « refaire les expériences dans d'autres centres médicaux indépendants ». Cela prendra au moins six semaines de plus, alors que le conseil scientifique du Palais de l'Élysée envisage maintenant de [prolonger le verrouillage total de la France](#) à ... six semaines.

Si l'utilisation conjointe de l'hydroxychloroquine et de l'azithromycine s'avère définitivement efficace chez les plus gravement malades, les quarantaines pourraient être réduites dans certains groupes sélectionnés.

La seule entreprise française qui fabrique encore de la chloroquine fait l'objet d'une [intervention judiciaire](#). Cela met en perspective la thésaurisation et le vol de la chloroquine. Il faudra du temps pour que ces stocks soient reconstitués, ce qui donnera à Big Pharma la marge de manœuvre nécessaire pour obtenir ce qu'elle veut : une solution coûteuse.

Il semble que les auteurs du vol de chloroquine étaient très bien informés.

Infirmières emballées

Cette chaîne d'événements, étonnante pour un pays du G-7 hautement développé et fier de son service de santé, s'inscrit dans un long et douloureux processus ancré dans le dogme néolibéral. L'austérité imposée par l'UE, associée à la recherche du profit, a entraîné un laxisme extrême à l'égard du système de santé.

Comme me l'a dit Bugault,

« des kits de dépistage - très peu nombreux - étaient toujours disponibles, mais surtout pour un petit groupe lié au gouvernement français [anciens responsables du Ministère des finances, PDG de grandes entreprises, oligarques, magnats des médias et du spectacle]. Même chose pour la chloroquine, que ce gouvernement a tout fait pour rendre inaccessible à la population.

Ils n'ont pas rendu la vie facile au Professeur Raoult - il a reçu des menaces de mort et a été intimidé par des « journalistes ».

Et ils n'ont pas protégé les stocks vitaux. Déjà sous le gouvernement Hollande, il y a eu une liquidation consciente du stock de masques - présents en grande quantité dans tous les hôpitaux. Sans oublier que la suppression des lits

d'hôpitaux et des moyens hospitaliers s'est accélérée sous Sarkozy ».

Cela rejoint les rapports angoissés de citoyens français qui affirment que les infirmières doivent maintenant utiliser des sacs poubelles en raison du manque de matériel médical approprié.

Dans le même temps, autre fait étonnant, l'État français refuse de réquisitionner les hôpitaux et cliniques privés - qui sont pratiquement vides à ce stade - alors même que le Président de leur association, Lamine Garbi, a [plaidé](#) en faveur de cette initiative de service public :

« Je demande solennellement que nous soyons réquisitionnés pour aider les hôpitaux publics. Nos installations sont prêtes. La vague qui a surpris l'Est de la France doit nous donner une leçon ».

Bugault reconfirme que la situation sanitaire en France « *est très grave et va encore s'aggraver du fait de ces décisions politiques - absence de masques, refus politique de tester massivement les gens, refus d'accès gratuit à la chloroquine - dans un contexte de détresse suprême dans les hôpitaux. Cela va durer et les pénuries seront la norme* ».

Professeur contre Président

Dans un dénouement explosif mardi, Raoult a déclaré qu'il ne participerait plus au conseil scientifique de Macron, même s'il ne l'abandonne pas complètement. Raoult insiste une fois de plus sur les tests de masse à l'échelle nationale pour détecter les cas suspects, puis isoler et traiter les patients dont le test est positif. En clair : le modèle sud-coréen.

C'est exactement ce que l'on attend de l'IHU de Marseille, où des centaines d'habitants continuent de faire la queue pour se faire dépister. Et cela rejoint les conclusions d'un expert chinois de premier plan sur le Covid-19, [Zhang Nanshan](#), qui affirme que le traitement au phosphate de chloroquine a eu un « impact positif », les patients se voyant testés négatifs après environ quatre jours.

Le point essentiel a été souligné par Raoult : Utiliser la chloroquine dans des circonstances très particulières, pour les personnes testées très tôt, lorsque la maladie n'est pas encore avancée, et seulement dans ces cas-là. Il ne préconise pas la chloroquine pour tout le monde. C'est exactement ce que les Chinois ont fait, en plus de leur utilisation de l'Interféron.

Depuis des années, Raoult plaide pour une révision radicale des modèles économiques de la santé, afin que les traitements, les cures et les thérapies créés pour la plupart au cours du XXe siècle, soient considérés comme un patrimoine au service de l'humanité tout entière : « *Ce n'est pas le cas* », dit-il, « *parce que nous abandonnons la médecine qui n'est pas rentable, même si elle est efficace. C'est pourquoi il n'y a pratiquement pas de fabrication d'antibiotiques en Occident* ».

Mardi, le Ministère français de la Santé a officiellement interdit l'utilisation du traitement à base de chloroquine recommandé par Raoult. En fait, le traitement n'est autorisé que pour les patients en phase terminale du Covid-19, sans autre possibilité de guérison. Cela ne peut qu'exposer le gouvernement Macron à d'autres accusations d'inefficacité au minimum -

ajoutées à l'absence de masques, de tests, de traçage des contacts et de respirateurs.

Mercredi, commentant les nouvelles directives du gouvernement, Raoult a déclaré :

« Lorsque les dommages aux poumons sont trop importants et que les patients arrivent pour être réanimés, ils n'hébergent pratiquement plus de virus dans leur corps. Il est trop tard pour les traiter avec de la chloroquine. Est-ce que ce sont les seuls cas - les cas très graves - qui seront traités à la chloroquine dans le cadre de la nouvelle directive de Veran ? »

Si c'est le cas, a-t-il ajouté ironiquement, « *alors ils pourront dire avec certitude scientifique que la chloroquine ne fonctionne pas* ».

Raoult n'était pas disponible pour commenter [les articles des médias occidentaux](#) citant les résultats des tests chinois qui suggéreraient qu'il se trompe sur l'efficacité de la chloroquine dans le traitement des cas légers de Covid-19.

Les membres du personnel ont plutôt évoqué ses commentaires dans le bulletin de l'IHU. Raoult y [déclare](#) qu'il est « insultant » de demander si on peut faire confiance aux Chinois sur l'utilisation de la chloroquine. Si c'était une maladie américaine et que le Président des États-Unis disait : « *Nous devons traiter les patients avec cette substance* », personne ne discuterait.

En Chine, ajoute-t-il, il y avait « *suffisamment d'éléments pour que le gouvernement chinois et tous les experts chinois qui connaissent les coronavirus adoptent une position officielle selon laquelle 'nous devons traiter avec de la chloroquine'*. Entre le moment où nous avons les premiers résultats et une publication internationale acceptée, il n'y a pas d'alternative crédible parmi les personnes les mieux informées au monde. Ils ont pris cette mesure dans l'intérêt de la santé publique ».

Point crucial : s'il était infecté par un coronavirus, Raoult dit qu'il prendrait de la chloroquine. Étant donné que Raoult est considéré par ses pairs comme le [premier expert mondial](#) en matière de maladies transmissibles, bien au-dessus du Dr Anthony Fauci aux États-Unis, je dirais que les nouveaux rapports reflètent plutôt le discours de Big Pharma.

Raoult a été dénigré et diabolisé sans pitié par les médias corporatifs français qui sont contrôlés par quelques oligarques étroitement liés au Macronisme. Ce n'est pas par hasard si la diabolisation a même atteint les Gilets Jaunes, en particulier à cause du hashtag très populaire #IlsSavaient, avec lequel les Gilets Jaunes soulignent que les élites françaises ont « géré » la crise du Covid-19 en se protégeant tout en laissant la population sans défense contre le virus.

Cela rejoint l'analyse controversée du philosophe émérite Giorgio Agamben dans une chronique [publiée il y a un mois](#), où il soutenait déjà que le Covid-19 montre clairement que [l'état d'exception](#) - similaire à l'état d'urgence mais avec des différences importantes pour les philosophes - s'est pleinement normalisé en Occident.

Agamben s'exprimait non pas en tant que médecin ou virologue, mais en tant que maître à penser, dans la lignée de Foucault, Walter Benjamin et Hannah Arendt. Notant comment un état latent de peur s'est métastaté en un état de panique collective, pour lequel le Covid-19 « offre une fois de plus le prétexte idéal », il a décrit comment, « dans un cercle vicieux

pervers, la limitation de la liberté imposée par les gouvernements est acceptée au nom d'un désir de sécurité qui a été induit par les mêmes gouvernements qui interviennent maintenant pour le satisfaire ».

Il n'y a pas eu de panique collective en Corée du Sud, à Singapour, à Taiwan et au Vietnam – pour ne citer que quatre exemples asiatiques en dehors de la Chine. Une combinaison rigoureuse de tests de masse et de recherche de contacts a été appliquée avec un immense professionnalisme. Cela a fonctionné. Dans le cas de la Chine, avec l'aide de la chloroquine. Et dans tous les cas asiatiques, sans sombres motivations de profit au bénéfice de Big Pharma.

L'arme du crime qui prouve que le système Macron est non seulement incompetent pour traiter le Covid-19, mais qu'il fait traîner le processus pour que Big Pharma puisse mettre au point un vaccin miracle, rapidement, n'est pas encore apparue. Mais le mécanisme visant à dissuader de recourir à la chloroquine est plus qu'exposé ci-dessus – parallèlement à la diabolisation de Raoult.

Pepe Escobar

Photo en vedette : Une citoyenne française portant un masque. Photo: Facebook

Article original en anglais :



[Why France Is Hiding a Cheap and Tested Virus Cure](#)

L'article en anglais a été publié initialement par [Asia Times](#).

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Mondialisation.ca](#), 2020

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca